

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 32 ter de la partie I

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article 32 ter (Les coopérations renforcées)

1. Les États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans le cadre des compétences non exclusives de l'Union peuvent recourir à ses institutions et exercer ces compétences en appliquant les dispositions pertinentes de la Constitution, dans les limites et selon les modalités prévues au présent article, ainsi qu'aux articles I à P de la Constitution.

Les coopérations renforcées visent à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union, à préserver ses intérêts et à renforcer son processus d'intégration. Elles sont ouvertes à tous les États membres lors de leur instauration, ainsi qu'à tout moment, conformément à l'article L de la Constitution.

2. ~~L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par le Conseil en dernier ressort, lorsqu'il a été établi en son sein que les objectifs poursuivis par celle-ci ne peuvent être atteints dans un délai raisonnable par l'Union dans son ensemble, et~~ Une coopération renforcée réunit à condition qu'elle réunisse **en principe** au minimum **huit** ~~un tiers des~~ États membres **sauf si la Commission propose d'y déroger conformément à l'article M paragraphe 1 de la Constitution** Le Conseil statue conformément à la procédure prévue à l'article M de la Constitution.

Explication éventuelle :

L'amendement vise à reprendre le seuil d'Etats membres participant à une coopération renforcée fixé par le traité de Nice.

Plus généralement, l'esprit de l'ensemble des amendements vise à renforcer le rôle de la Commission en matière de coopérations renforcées. C'est en effet la Commission qui est la mieux placée pour garantir que les coopérations renforcées peuvent être mises au service de la poursuite de l'intégration européenne.